

CIBLE

S.O.S.

Face aux complaisances chiraquiennes pour les thèses de Le Pen, les socialistes étaient aux premiers rangs des manifestations contre la loi Pasqua et le projet de réforme du code de la nationalité. Maintenant qu'ils sont revenus aux affaires, un grand silence est tombé sur la condition immigrée et l'intégration largement souhaitée. Pas le moindre projet, ni même l'abrogation des textes d'injustice et d'exclusion.

Comme dans d'autres domaines, le gouvernement a choisi le profil bas, et le règlement au cas par cas d'affaires qui s'accumulent dans les bureaux, alors qu'il était possible de faire, très vite, les réformes qui ont été promises.

Comme beaucoup d'autres organisations, S.O.S.-Racisme dénonce cette inertie et lance une campagne pour le droit de vote des immigrés aux municipales et pour une loi-cadre sur l'intégration sur le thème de «89 pour l'égalité». Qui refuserait de satisfaire l'exigence ainsi formulée ? Deux siècles après la Révolution, ce serait la moindre des choses.

Rocard

Les mécomptes de la rigueur



Chômage

**L'exemple
suédois**

(pages 6-7)

Royal

**Charles
en France**

(page 2)

M 2242 - 503 - 12,00 F



Europe

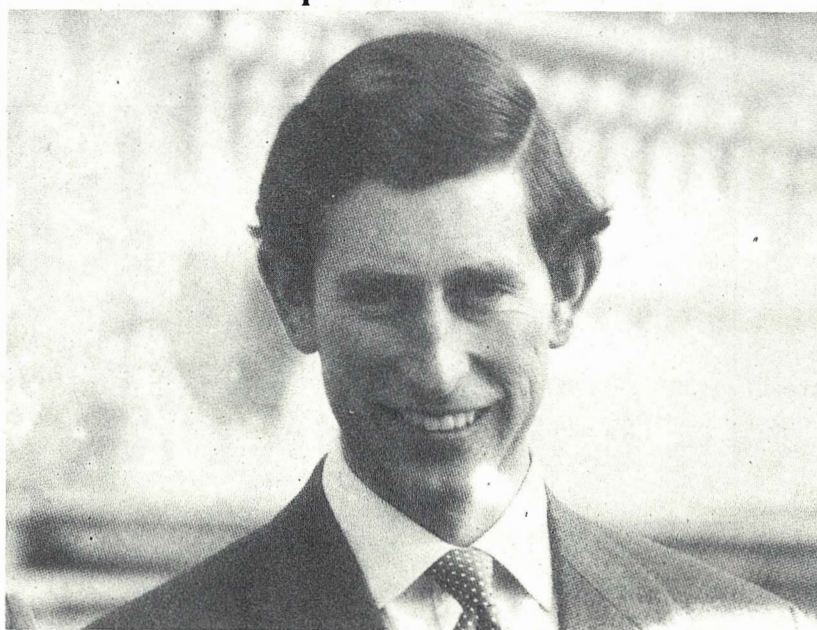
Visage d'un prince

Depuis quelques mois, trop d'articles ont été publiés pour qu'on ne se souvienne pas, comme l'écrit Bernard Rapp dans Paris-Match (17 novembre) « que ce futur roi d'Angleterre qui ne dédaigne pas de rencontrer les chômeurs, les immigrés d'un Commonwealth déconfit, et qui joue volontiers les provocateurs, a du cœur autant que du caractère, même si le premier lui est plus naturel que le second ».

COMBLER UN MANQUE

Voici qui permet d'envisager la question monarchique autrement que sous l'angle des amours princières, aussi bien dans les démocraties voisines que dans notre propre pays. Par son attitude, par ses engagements, Charles d'Angleterre favorise d'autant mieux une prise de conscience dans notre pays que le jeu (et parfois le spectacle) de nos institutions ne cesse d'évoquer la symbolique monarchique, sans toutefois parvenir à l'exprimer pleinement. Dans notre monarchie élective, il y a de la fragilité et du manque, qu'aucun président de la République, quelles que soient ses qualités personnelles et politiques, ne peut compenser.

La venue du prince de Galles a permis de mesurer à quel point l'opinion publique et journalistique avait changé. Les rois et les princes des monarchies d'aujourd'hui ne sont plus considérés comme des personnages d'opérette et, autre lieu commun, comme des potiches couronnées ou en passe de l'être.



D'où le regard que des Français de plus en plus nombreux portent sur les monarchies pleines et entières, où la légitimité historique s'affirme tranquillement, en établissant un lien solide et manifeste entre la tradition et la modernité. Ainsi le prince de Galles, ainsi

Juan Carlos, ainsi le roi des Belges dont Frédéric Miterrand, au soir du 6 novembre, traçait à la télévision un très émouvant et très juste portrait.

L'EUROPE DES ROIS

Dès lors, il n'est pas étonnant

que Jean Cau, ancien secrétaire de Sartre tombé dans le bavardage réactionnaire, soit séduit par les futurs souverains britanniques et les désigne comme « nos souverains par procuration alors que nous avons un roi, comte de Paris, sous la main... ». C'est une qualité propre à la monarchie que de répondre aussi bien aux aspirations de la droite qu'à celles de la gauche...

A celles des Européens aussi car, si le prince Charles ne peut s'écarter de la ligne suivie par le gouvernement britannique, ses déclarations sur l'Europe révèlent une intéressante vision personnelle. Comme il l'a déclaré à l'Elysée au dîner du 7 novembre, le prince de Galles ne conçoit pas l'Europe sans son autre moitié « là où sont absentes les formes de gouvernement vraiment démocratiques, et ce respect de l'homme et des valeurs de civilisation qui marquent notre manière de vivre européenne ». Pour lui, il n'est pas d'Europe qui ne soit celle du cœur et de l'esprit, contre l'ennui bureaucratique, de la beauté des villes et des paysages contre les excès de la société industrielle. L'Europe des rois pourrait être une passionnante aventure.

Jacques BLANGY

royaliste

SOMMAIRE: p.2: Visage d'un prince - p.3: L'avenir du centre - p.4: Bientôt les municipales - « American T.V. » - p.5: Petit guide de l'ouverture - p.6/7: Chômage: L'exemple suédois - p.8: Un empire éclaté - Enquête - p.9: Sieyès par J.-D. Bredin - p.10: Etat modeste, état moderne - Familles, je ne vous hais point - p.11: Action royaliste - p.12: Etat d'urgence
 REDACTION - ADMINISTRATION
 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
 (1) 42.97.42.57

Directeur de la pub.: Yvan AUMONT
 Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
 Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (65 F), six mois (125 F), un an (200 F), soutien (350 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM:

Prénom:

Adresse:

Profession:

Date de naissance:

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Hésitation

L'avenir du centre

Il n'est jamais facile d'être centriste en France: logique de l'affrontement, faiblesse de la tradition démocrate-chrétienne, méfiance « gallicane » à l'égard de celle-ci, le centre est plus souvent un lieu vide, un espace flou, qu'un mouvement dynamique et déterminant.

L'heure des centristes semble pourtant avoir sonné lors de la campagne présidentielle. Les appels au rassemblement, la volonté d'ouverture du président de la République, l'échec cinglant de la droite faisaient du C.D.S. un interlocuteur obligé, et plus tard un allié naturel et nécessaire, dans la perspective d'une transformation du paysage politique français. De fait, avant et surtout entre les deux tours de l'élection présidentielle, les contacts se sont multipliés entre l'Elysée et certains responsables centristes qui avaient de bonnes raisons de tracer librement leur chemin: fidèles mal aimés d'un Raymond Barre hostile aux partis et manifestement battu dès le mois de février, en butte au sein de l'UDF à la volonté hégémonique du Parti républicain, les responsables du C.D.S. pouvaient envisager un renversement d'alliances dès le mois de juin.

AUTONOMIE

Atendu et redouté à gauche comme à droite, le retournement n'eut pas lieu. Sans doute à cause de maladresses du côté socialiste, mais aussi parce que le CDS s'aperçut que sa participation au gouvernement exigeait un virage trop brutal pour être immédiatement négocié: lorsque cette formation décida de participer au gouvernement Chirac après avoir proclamé son refus de la cohabitation, il s'agissait d'un

Depuis juin, les centristes se tiennent dans l'entre-deux. On sait de quel côté ils penchent, mais rien n'a encore été décidé.



■ *Le mauvais choix: Méhaignerie préféré à Stasi.*

changement de tactique à l'intérieur de la coalition de droite.

Une alliance avec la gauche s'inscrivait au contraire dans une nouvelle perspective stratégique à laquelle les élus et les militants n'étaient pas préparés. D'où le choix d'une marche lente vers l'émancipation, qui fut marquée par la constitution d'un groupe autonome à l'Assemblée nationale (l'Union du centre) sans séparation d'avec l'UDF.

Parvenu aujourd'hui au milieu du gué, le CDS se trouve dans une situation délicate. D'un côté, Raymond Barre se tient dans une attitude hautaine et solitaire qui lui fait préférer la reconstitution de ses réseaux à l'organisation d'un parti politique. De l'autre, les relations entre les centristes et l'UDF sont exécrables: les rivalités entre les personnes et les luttes d'appareil, les accusations de trahison publiquement portées par les libéraux contre le CDS créent une situation particulièrement tendue et embrouillée à la veille des élections municipales. Bien sûr, les centristes voudraient gagner sur les deux

tableaux, en participant à des listes d'opposition sur le plan local tout en renforçant leur autonomie sur le plan national.

FAIBLESSES

Une organisation homogène, dotée d'une claire identité et conduite par un homme quelque peu charismatique pourrait réussir cette opération qui, sans amener nécessairement le C.D.S. à participer à un gouvernement remanié après les municipales, aboutirait à la constitution d'une liste indépendante pour

les élections européennes. Une bonne campagne, un résultat convenable, permettraient d'inscrire un mouvement centriste autonome dans le paysage politique et de faciliter une alliance avec les socialistes... Déjà délicate à mener face aux alliés anciens et futurs, la révolution centriste exige des conditions que le CDS en tant que tel n'a pas été capable de réunir:

- Après sept années de dérive droitiste, conséquence de l'anémie intellectuelle et des compromissions politiques, son électorat et nombre de ses élus ne sont pas prêts à participer à un tel bouleversement.

- En choisissant Pierre Méhaignerie contre Bernard Stasi, le CDS s'est privé du candidat à la présidence qui lui était indispensable. Erreur historique, que les centristes voudraient effacer en faisant de Pierre Méhaignerie le présidentiable qui leur permettrait d'être enfin une force autonome. Or l'actuel patron du CDS n'a ni le dynamisme ni la capacité de séduction nécessaires à qui veut entrer dans le club des candidats crédibles.

On comprend que les centristes hésitent, balançant entre des pesanteurs mortelles et des choix dangereux. Sans doute laisseront-ils les événements décider pour eux.

Yves LANDEVENEC

la nouvelle action royaliste

sur minitel

Questionnez,
on vous répond.

36.15 tapez AGIR*NAR

Urnes

Bientôt les municipales

C'est aux élections municipales que les thèmes du rassemblement et de l'ouverture peuvent devenir réalité.

Qu'il s'agisse d'une décision ou d'une contrainte, le temps n'est plus aux hégémonies partisans. Ce qui est vrai à droite depuis la défaite de Jacques Chirac l'est aussi à gauche. Inspirée par le souci du rassemblement, la campagne de François Mitterrand a favorisé chez les socialistes un état

elle sera bien forcée un jour ou l'autre de composer, à moins qu'elle ne préfère payer une nouvelle fois le prix de sa rigidité.

L'important, c'est l'esprit de rassemblement dans lequel le parti socialiste prépare les élections municipales, et que sa Convention nationale des 12 et 13 novembre a entériné. Comme



d'esprit plus ouvert, que leur déconvenue aux élections législatives a renforcé. S'il est le premier parti de France, le parti socialiste ne prétend plus exprimer la totalité du «peuple de gauche» et résumer à lui seul la majorité présidentielle comme il eut constamment tendance à le faire sous le précédent septennat. Quant au parti communiste, il n'est plus en mesure d'imposer quoi que ce soit, en termes d'alliance nationale.

Cette situation nouvelle, le parti communiste ne peut la méconnaître et finalement refuser de s'y adapter. Aussi convient-il de ne pas accorder plus d'attention qu'elles n'en méritent aux tirades, missives et invocations par lesquelles la Place du Colonel-Fabien cherche à obtenir un avantage psychologique sur les socialistes:

l'annonçaient les déclarations de Pierre Mauroy au soir des élections cantonales, le texte final de la Convention socialiste précise qu'«un accord doit être recherché avec les partis, mouvements politiques ou personnalités ayant voté pour François Mitterrand ou soutenant la majorité présidentielle». Cette stratégie montre que le parti socialiste manifeste désormais un réel esprit d'ouverture, sans qu'il puisse être accusé de «dérive droite» ou suspecté de mener une politique de «troisième force».

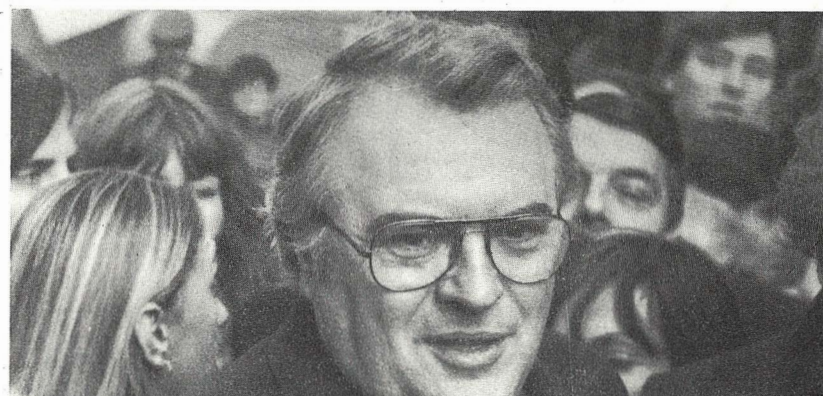
Nous avons trop souvent déploré la politique hégémonique du parti socialiste pour ne pas nous réjouir, aujourd'hui, de cette attitude et des perspectives qu'elle ouvre.

Annette DELRANCK

Malaise

«American T.V.»

Quelle était la grande consultation électorale de novembre ? A regarder la télévision, certainement pas le référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie !



Décevants mais pas consternants, les résultats du référendum du 6 novembre ont provoqué nombre de commentaires sur les causes du fort taux d'abstention: à l'explication douteuse par la multiplication des scrutins, il faut sans doute préférer les analyses qui soulignent l'absence de dramatisation, due à un accord déjà réalisé et à l'absence d'enjeux de pouvoir, l'attitude irresponsable du RPR, la faible mobilisation du parti socialiste et le fait que Maitignon, déjà en retard d'une mode, a fondé trop d'espairs sur la communication publicitaire.

Ces causes majeures ne doivent pas faire oublier l'attitude, elle aussi irresponsable, des principales chaînes de télévision. Pour elles, la grande consultation électorale de novembre, qui exigeait des dizaines de reportages sur place, le déplacement à longue distance de journalistes prestigieux, la mobilisation de moyens techniques considérables, et pour terminer une nuit complète de commentaires électoraux, agrémentée de spectacles divers, c'était l'élection du président des Etats-Unis.

Cet événement n'est certes pas sans importance pour l'avenir de notre pays. Mais

nous aurions aimé que les grandes chaînes privées et surtout publiques consentent à faire un effort au moins identique pour le référendum du 6 novembre. Envoyer des équipes nombreuses à Nouméa, y installer pour quelques jours Christine Ockrent, Patrick Poivre d'Arvor et Guillaume Durand, mettre en images des enquêtes, des reportages, des débats de qualité, aurait permis de mieux faire connaître et de rapprocher la Nouvelle-Calédonie de la métropole, de nous la rendre aussi familière, dans ses paysages, son économie, ses habitants, ses drames et ses espoirs, que les Etats-Unis.

Mais les vedettes de la télévision ont préféré se montrer dans une ambiance plus agréablement «moderne», et assurer la mise en scène et surtout leur propre mise en scène dans un spectacle beaucoup plus grandiose que celui offert par les lieux et les hommes de Nouvelle-Calédonie. Telle est la loi des media ? Peut-être. Mais que ceux qui l'utilisent ou la fabriquent pour leur profit et leur gloire personnelle ne viennent pas, de surcroît, donner des leçons de civisme.

Sylvie FERNOY

Petit guide de l'ouverture

Vingt-deux ans après le général de Gaulle, F. Mitterrand se rend à Baïkonour. Vingt ans après le printemps de Prague, il effectuera début décembre une visite officielle en Tchécoslovaquie. En un mois, se seront succédé à Paris le Premier hongrois et les ministres des Affaires étrangères yougoslave, polonais et bulgare.

Vers l'Est, que de déboires cependant. Car rien n'est aussi aisé que de se tromper sur des régimes monolithiques. Ceux-ci sont sujet à des évolutions toutes plus méconnues les unes que les autres. De Delcassé à Giscard, de Gaulle compris, nos politiques à l'est ont été marquées du sceau de l'inopportunité. On se liait à l'empire russe quand celui-ci n'était plus que la caricature de lui-même. On s'enfermait comme à plaisir dans les complications de l'Europe centrale et balkanique quand les Habsbourg avaient disparu. On voulait croire « à la détente, à l'entente et à la coopération » au moment précis où la porte se refermait. On redécouvrait les démocraties populaires quand le printemps de Prague était étouffé.

Enfin on attendait miracle du développement des échanges dans les années 70 quand ceux-ci ne faisaient que précipiter la crise économique à la faveur d'un endettement et d'une inflation que ne compenserait jamais le développement productif paralysé par le système. Il faut se souvenir des relations privilégiées de Giscard avec le premier polonais Gierek pour mesurer notre aveuglement !

La cure de refroidissement inaugurée avec le premier septennat Mitterrand était donc la bienvenue pour reprendre nos esprits. Nous fûmes les derniers à être atteints de Gorbymania quand cette épidémie se répandit à partir de 1985. La politique

L'ouverture à l'Est est présentée comme la priorité du nouveau septennat et la grande affaire du second ministère Dumas. Nous ne nous en plaignons pas, nous qui appelions de nos vœux il y a juste un an « une réelle politique à l'Est, qui bénéficie d'une vraie priorité, qui soit globale, inscrite dans une stratégie générale, indépendante des vicissitudes prévisibles dans ces pays, donc ouverte sur les Etats et sur les sociétés à la fois... » (1).

inaugurée aujourd'hui n'est pas un moyen de rattraper le temps perdu. Elle doit être guidée par la seule opportunité. Il ne servirait à rien de s'ouvrir à l'Est au moment où les démocraties populaires voire Gorbatchev lui-même commenceraient à se figer. Il ne s'agit pas non plus de faire du suivisme par rapport à l'ami Genscher. Nous avons appris à ne pas nous payer d'illusions dans notre dialogue à l'Est. Nous savons que l'intérêt économique ne doit pas nous guider exclusivement ni même principalement. Il y a peu à attendre d'économies endettées, dont le niveau de vie moyen est inférieur de moitié au nôtre et qui ont dû, après 81 diminuer leurs achats à l'occident de 40%.

Certes nous défendrons notre place à l'exportation comme partout ailleurs. Mais nous ne sommes pas non plus des provocateurs, des candidats à la déstabilisation de l'est de notre continent. Nous ne retomberons pas dans le piège de la républicanisation de l'Europe centrale rêvée à Versailles il y a juste soixante-dix ans (2). Nous n'imposerons pas la démocratisation de ces pays de l'extérieur. Nous ne continuerons plus à nous abriter derrière le paravent commode de Yalta: vouloir en sortir revient à reconnaître encore la validité de la référence.

L'indépendance des « satellites », c'est-à-dire la posture nationalitaire de certains par rapport à Moscou, n'a jamais été

un critère suffisant. On s'en est aperçu dans le cas de la Roumanie de Ceaucescu - espérance de de Gaulle en mai 1968 ! - Elle ne servait qu'à couvrir la mauvaise marchandise de l'immobilisme intérieur. Aujourd'hui, l'indépendance n'est souvent que l'alibi de la résistance à la Perestroïka.

Capitalisme, démocratie, nationalisme, trouveront leur compte de surcroît. Ce ne sont pas les objectifs de notre politique à l'Est. Ceux-ci, quels sont-ils ? L'Occident paraît n'avoir pas trouvé de réponse, en tout cas pas de réponse commune à ce jour. Il y a l'intérêt pour notre culture de se ressourcer à son orient trop longtemps séparé de l'occident. Il y a l'intérêt tiré de la contiguïté géographique qui a toujours fait de l'Est, quel que soit le pays en cause, le côté d'où viennent les grandes invasions.

Comme semblent l'avoir désormais compris les Allemands, l'objectif est d'instaurer un « ordre de paix » en Europe, et ceci pas seulement au centre de l'Europe et pas seulement entre Européens. La formule « de l'Atlantique à l'Oural » veut aussi signifier cela: le refus d'un couloir de désarmement limité à l'Europe centrale et la conscience d'une civilisation commune dont les Etats-Unis, qu'on le veuille ou non, font partie, comme en témoignent les populations de l'Est elles-mêmes.

Le dialogue doit donc être

noué d'une manière simultanée et cohérente avec Moscou et avec les démocraties populaires, et non l'un contre l'autre, ou l'un à travers l'autre. Il doit l'être aussi en coordination avec tous les grands pays européens et Washington (et Ottawa) qui tous deux font partie de la C.S.C.E. et non, comme trop souvent par le passé, comme un substitut, voire un cheval de bataille contre lui.

A cet égard, on dit George Bush moins sensible que Reagan au Gorby-circus. Peut-être sommes-nous parvenus au stade ou enfin les vrais problèmes seront traités au fond, sans idéologie et médiatisation excessive. Après les défricheurs (Reagan), viendront les réalisateurs.

C'est ce que nous espérons du candidat démocrate. Les électeurs américains ont jugé qu'il serait plus facile de passer à ce stade dans la continuité que dans la rupture. Nous leur en donnons volontiers acte. En toute hypothèse, Bush devra « réaliser » avec un Congrès nettement plus démocrate qu'avant. Idéalement, Dukakis aurait mieux convenu à la France de Mitterrand sur l'échiquier européen. Bush rassure les Anglais sur leur relation particulière. Mais au total ce sont les réalités et non les idéologies qui décideront du cours des événements.

Yves LAMARCK

(1) « Royaliste » n° 482.

(2) Voir le livre de François Fejto, dont Alain Solari rend compte plus loin dans ce journal.

Vous êtes curieux ?

3615 AGIR * NAR

Traiter le chômage :

L'exemple suédois

Il y a un peu plus d'un an, Philippe Seguin, alors ministre du Travail du gouvernement Chirac, déclarait au journal « Le Monde » que les prévisions de l'INSEE suivant lesquelles il n'y aurait que 3,5 à 4 millions de chômeurs en France d'ici quelques années, étaient bien en deçà de ce que serait la réalité. Et l'ensemble de la presse reprenait cette information comme s'il était naturel que le nombre de demandeurs d'emploi atteigne de telles proportions. Les propos de Michel Rocard, dès son arrivée à Matignon, n'étaient guère plus réjouissants: la situation, sur le front du chômage n'était pas prête, selon lui, de s'améliorer. Il espérait probablement que ses déclarations permettraient de faire avaler une nouvelle fois la pilule de l'austérité. Hélas ! les faits sont venus contredire ses prévisions: grâce à un redémarrage de la croissance économique, nous assistons, actuellement, à une légère embellie sur le marché de l'emploi. Il s'agit malheureusement d'un phénomène conjoncturel qui, s'il surprend par sa soudaineté, n'en risque pas moins d'être éphémère. D'où la nécessité de prendre des mesures d'ordre structurel, afin de pallier une éventuelle rechute.

Alors que l'opinion publique française considère le chômage comme une fatalité, des pays sont parvenus à vaincre durablement ce fléau, bouleversant ainsi un certain nombre d'idées reçues en France, autant par la droite que par la gauche (à l'exception notable, toutefois, du PCF). C'est le cas notamment de la Suède, où le chômage a atteint 2,7% de la population active, de la Norvège (2%) et de l'Autriche (4%), contre 8% en RFA et 10% en France. Or, lorsque l'on cite cette réussite, il n'est pas rare de s'entendre

rétorquer qu'il s'agit de petits pays et que leurs modèles respectifs ne pourraient servir d'exemples à des pays de la taille de la France. A cela, on peut répondre que les Etats-Unis sont, eux aussi, parvenus à réduire sensiblement le chômage au cours de ces dernières années: en effet, en France, près de 50% des chômeurs sont privés d'emploi depuis plus d'un an; ce chiffre est de 8%, aux Etats-Unis. Mais, les mauvais esprits font la réponse inverse et prétendent que les E.-U. sont trop grands pour constituer un exemple significatif...

Un autre argument consiste à dire que la France est tributaire de son ouverture sur le monde et serait, par conséquent, condamnée à suivre la conjoncture internationale. Là encore, la Suède est un contre-exemple puisqu'elle exporte environ 35% de sa production, contre 25%, pour la France.

On peut d'ores et déjà proposer quelques éléments d'ordre économique, certes, mais aussi politique, historique et sociologique, pour expliquer cette réussite. En Suède la solidarité sociale n'est pas un vain mot, elle se pratique au quotidien depuis longtemps. Par ailleurs, depuis plusieurs années, la politique de plein emploi est considérée, en Suède, comme une priorité: le chômage y fait figure, pour l'ensemble de la société, y compris pour la classe politique, de gaspillage des ressources humaines, qu'il est inacceptable de laisser se développer à un niveau tel qu'il devienne difficilement maîtrisable. Cette attitude s'explique en partie par le fait que les sociétés scandinaves sont, depuis toujours, des sociétés du consensus, mais aussi parce que l'éthique de la société a été marquée par le long règne du mouvement ouvrier. Ainsi faut-il, pour comprendre la

politique suédoise de l'emploi, revenir à la situation économique des années trente.

En 1932, dès son accession au pouvoir, le Parti Social Démocrate suédois adopte des mesures macro-économiques susceptibles de favoriser le plein emploi, comme, par exemple, la relance de la demande par le biais du déficit budgétaire et la sous-évaluation de la couronne suédoise par rapport aux autres monnaies. Grâce à l'adoption de cette politique keynésienne avant la lettre, la Suède se trouve, à la veille de la seconde guerre mondiale, dans une situation relativement favorable. A titre indicatif, si l'on prend comme référence de la production industrielle, l'indice 100, en 1912, la Suède et la France se situent, en 1928, aux alentours de 130-140, avec un léger avantage pour la France. En 1938, la Suède est à 240, tandis que la France est retombée au même niveau qu'en 1912, soit 100. Corrolaire: le taux de chômage, en France, est très élevé, alors qu'il est, en Suède, voisin de l'unité.

Dès 1945, la politique de

La légère embellie que l'on constate actuellement sur le marché de l'emploi ne doit pas faire illusion. Le plein emploi n'est par pour demain et le chômage restera pour longtemps encore une donnée incontournable de notre société. Sans méconnaître les particularités notables et les spécificités des nations scandinaves, il est intéressant d'examiner les solutions que la social-démocratie suédoise - qui connaît un des taux de chômage les plus bas d'Europe - a trouvées à ce problème.



■ « L'univers rébarbatif des Agences »

l'emploi est modernisée. La thèse des économistes suédois (Gosta Rehn et Rudolf Meidner) qui préside à la naissance de cette politique était qu'il fallait favoriser le plein emploi tout en évitant une inflation due à la surchauffe, et qu'il fallait soutenir la demande sans pour autant parvenir à la pleine utilisation des ressources. Une politique macro-économique adéquate est élaborée pour permettre d'éviter les goulots d'étranglement. Dans le même temps, une marge de chômage de transition est résorbée par l'adoption de quatre mesures: une organisation efficace des agences pour l'emploi, une politique de recyclage destinée à favoriser la mobilité fonctionnelle, une assistance au déplacement, pour la mobilité géographique, une assistance pour les sans emplois.

Dans les années 50-60, cette politique a un grand succès, et demeure, aujourd'hui, à la base de la politique suédoise. Il faut toutefois préciser qu'avec le choc pétrolier et la crise qui a suivi, une mesure supplémentaire a été votée qui

consiste à éviter que les chômeurs ne s'assoupissent, car une fois qu'ils sont installés (confortablement ou non) dans un état de quasi-léthargie, il devient très difficile de remobiliser les facultés intellectuelles et physiques des demandeurs d'emploi. Dans ce contexte, il était devenu nécessaire, aux gouvernements de droite comme de gauche, de mobiliser toutes les ressources afin de parer à tout dérapage du chômage, même si cela devait se traduire par une augmentation du déficit budgétaire. Il était donc important de ne pas laisser les chômeurs se satisfaire de l'allocation chômage mais de mener une politique active de l'emploi.

Le principal instrument de la politique de l'emploi réside dans les trente agences de l'«Arbetsformedling» (les ANPE locales), qui constituent des courroies de transmission entre les demandeurs d'emploi et les entreprises. Au cours de l'exercice budgétaire 1986-87, 370.000 chômeurs ont trouvé un nouvel emploi en passant par l'«Arbetsformedling», soit 9% de la population employée. Cet exemple donne une dimension de leur efficacité.

Il faut dire que les moyens qui sont à la disposition des «Arbetsformedling» sont à la mesure de l'objectif fixé, à savoir, réduire le plus possible le nombre de demandeurs d'emploi. Tout poste vacant doit être notifié par l'employeur à l'«Arbetsformedling», où toute entreprise de plus de 50 salariés a un contact permanent. Celui-ci a une connaissance parfaite de la situation de l'emploi dans la firme qu'il est chargé de suivre: il est au courant des problèmes de formation, il connaît les postes qui vont devenir vacants, il sait qui va partir à la retraite... Par ailleurs tous les fonctionnaires des «Arbetsformedling» prospectent dans les entreprises à la recherche des emplois libres ou en demeure de l'être. Ceux-ci sont enregistrés et peuvent être consultés sur des écrans et selon un système semblable au minitel français, dans toutes les agences. Un téléphone gratuit est mis à la disposition des demandeurs d'emploi qui peuvent appeler les entreprises et, éventuellement, discuter avec l'employeur des conditions d'embauche. Le tout a lieu dans

un cadre accueillant qui n'a rien à voir avec l'univers rébarbatif des Agences Pour l'Emploi françaises.

Les «Arbetsformedling» sont socialement acceptées par les demandeurs d'emploi, quel que soit leur niveau de qualification. Il n'est pas rare de voir un cadre au chômage aller discuter avec un fonctionnaire de l'«Arbetsformedling», tout simplement parce que celui-ci connaît son métier et qu'il ne peut être que de bon conseil: entre eux s'établit souvent un dialogue fructueux. Les non-chômeurs sont aussi les bienvenus, comme par exemple ceux qui désirent changer de branche ou de secteur ou tout simplement d'emploi, ainsi que les travailleurs à mi-temps qui souhaiteraient un travail à temps complet et vice versa. Le fonctionnaire leur permettra d'entrer en contact avec des organismes spécialisés dans la formation ou le recyclage.

Les conseils donnés par les «Arbetsformedling» sont particulièrement importants pour les jeunes gens qui, après onze ou douze années passées à l'école n'ont qu'une idée vague de ce qu'ils veulent ou peuvent faire. Enfin, l'«Arbetsformedling» est chargé de distribuer les subventions d'intégration aux employeurs acceptant d'embaucher les chômeurs de longue durée.

Le deuxième instrument mis au point par les Suédois pour lutter contre le chômage est la formation ou le recyclage. En 1986-87, 2% de la main-d'œuvre du pays a suivi des cours de recyclage. La durée de la formation est en moyenne de quatre mois et demi, et 70% des stagiaires sont assurés de trouver un nouvel emploi dans les six mois qui suivent la fin du stage. D'autre part, comme l'ensemble de la société participe à l'effort de plein emploi, des cours de formation et de recyclage sont organisés pour les non-chômeurs. Les stages de formation et de recyclage répondent, essentiellement, à quatre catégories de cas: lorsque dans une entreprise ou un secteur, une spécialité fait défaut, quand une entreprise se restructure ou s'appête à licencier et, enfin, pour qu'il y ait un meilleur équilibre entre les sexes, au sein d'une profession.

Enfin il existe un troisième volet sur lequel nous ne nous

attarderons pas, puisqu'il s'agit de ce que nous appelons, en France, les TUC et les travaux d'utilité publique, si ce n'est pour préciser que le jeune bénéficiaire de l'allocation ne doit pas se satisfaire de ses quatre heures rémunérées, mais qu'il doit, par allègement, mener un travail actif de recherche d'emploi. En moyenne, les jeunes gens exercent 6 ou 7 mois une activité rétribuée dans le cadre des TUC, et plus de la moitié cesse ce genre de job parce qu'ils ont trouvé un emploi.

L'ensemble de ces mesures coûte environ 30 milliards par an, somme qui représente 3,5% du PNB. 30%, approximativement, de ces dépenses sont consacrées aux handicapés, 20% sont allouées aux travaux d'utilité publique, 25% à l'«Arbetsformedling», à la formation et au recyclage, un peu plus de 20% sont destinées aux compensations financières.

Bien sûr ce type de politique n'est pas sans poser certains problèmes: le plein emploi fait subir à l'économie des pressions inflationnistes, mais celles-ci sont davantage le fait de la conception salariale des syndicats que du plein emploi lui-même; ces mesures coûtent très cher, mais beaucoup moins cependant que de laisser les gens se ruiner la santé à ne rien faire.

Il reste aussi à savoir si le modèle suédois, avec ses avantages et ses inconvénients, est exportable, et si oui, dans quelles conditions il serait adaptable à l'économie et à la mentalité françaises. On est loin de l'orthodoxie et du libéralisme à la mode chez nous depuis une décennie, et qui n'a eu pour effet que d'augmenter le nombre de chômeurs.

Une politique française pour l'emploi à long terme s'impose, il serait bon de profiter l'acalmie actuelle pour définir un plan d'action; celui-ci risque d'être contraignant, mais c'est à ce prix que nous parviendrons à relever le défi qui se présente à nous à l'aube du XXI^e siècle et c'est sur sa volonté de résorber le chômage que sera désormais jugé tout gouvernement. Gageons que celui de Michel Rocard aura à cœur de relever le «challenge».

Patrice LE ROUE



pour l'emploi françaises».

Europe

Un empire éclaté

Le démembrement de l'Autriche-Hongrie au sortir de la guerre de 14-18 mettait en place les conditions de l'Anschluss et, donc, du malheur pour une grande partie de l'Europe. Cruel paradoxe sur lequel François Fejto a eu raison de revenir.

François Fejto, qui nous avait livré de remarquables Mémoires en 1986, et qui a relaté l'histoire des démocraties populaires dans un ouvrage qui fait référence, nous décrit aujourd'hui la fin de l'Empire austro-hongrois. Dès les premières pages, ce fils de la Hongrie qui a choisi la France bouscule les idées reçues sur le premier conflit mondial. Et, s'il a un peu trop tendance à mettre sur le même plan la volonté de revanche française (Alsace-Lorraine) et l'impérialisme de la Prusse, il a raison de constater que les principales puissances européennes étaient alors structurellement impérialistes et que, de toutes celles-ci, seule l'Autriche-Hongrie n'avait pas avantage à ce que le conflit prit une envergure mondiale.

F. Fejto retrace l'histoire de cet empire centre-européen si différent des autres dès ses débuts. La paix de Westphalie avait contraint les Habsbourgs à renoncer à la centralisation de leur pouvoir en Allemagne. Dès lors, l'ensemble sur lequel ils exerçaient leur autorité, trop hétérogène pour permettre de bâtir un Etat de type capétien, devait reposer sur un équilibre fragile, marqué par de nombreux particularismes. De plus, un tête-à-tête Autriche-Hongrie trop exclusif occultait le problème des nationalités, mais les Hongrois « ne se résignèrent jamais à la dépendance, ils s'opposèrent à la tentative des Habsbourgs de constituer un Etat centralisé, puis de le transformer en une fédération de nations égales ».

Pourtant, l'éclatement de



l'Empire n'était pas une fatalité. Les forces de cohésion étaient importantes: prestige de Vienne, discipline de l'Armée, qualité - même relative - de l'Administration, loyauté des paysans qui cherchaient une protection contre leurs seigneurs... Ajoutons que « toutes les études concordent pour constater qu'à la veille de la guerre, l'Autriche constituait un ensemble économique viable ».

NAISSANCE DE L'IDOLOGIE

Même après l'éclatement du conflit, et bien que l'idée d'un dépeçage de l'Empire soit née en Angleterre et qu'elle ait compté de nombreux partisans en France, rien n'est encore inéluctable. Dès son avènement, Charles est obsédé par l'idée de sortir du conflit, et l'impératrice Zita ne cache pas ses sentiments pro-français. Le prince Sixte (Ah ! l'utilité des liens fami-

liaux dans les monarchies) sert d'intermédiaire. Mais, tout comme celle du Pape et du roi Alphonse XIII, sa médiation échouera: « Si le Prince avait ses entrées dans les hautes sphères

conservatrices de la société française et, par ce biais, pouvait contacter les dirigeants de la République, il n'aurait aucun interlocuteur chez les représentants d'une opinion publique héritière de la Révolution... La France de la Grande-Guerre n'était pas encore tout à fait sortie de l'époque de lutte des deux France ».

On connaît la suite: l'Empereur tardera trop à tourner le dos à l'Allemagne pangermaniste et son pays sera démembré. Pourtant, on pouvait prévoir, dès avant 1918, que la coexistence entre Allemands, Hongrois, Tchèques, Slovaques, Roumains, Serbes et Croates... ne serait pas facilitée par le tracé de nouvelles frontières. Et surtout, ce coup d'arrêt définitif à la transformation démocratique de l'Autriche en une « confédération danubienne » rompra définitivement l'équilibre européen.

Alain SOLARI

François Fejto, *Requiem pour un Empire défunt*, Lieu Commun, 440 p., prix franco: 160 F.

Frères ennemis

Enquête

L'année de sa fondation, notre journal lança une « nouvelle enquête sur la République ou la Monarchie » auprès de personnalités de droite et de gauche dont les réponses furent publiées et commentées plusieurs mois durant. Ne prétendant pas au monopole de l'idée monarchique et du dialogue autour de celle-ci, nous avons suivi avec intérêt la « nouvelle enquête » sur « La monarchie aujourd'hui » que notre confrère Aspects de la France a menée durant l'année 1987.

Maintenant rassemblés dans un livre présenté par Pierre Pujo, ces entretiens donnent d'utiles indications sur l'attitude de la droite classique (Jean Dutourd, Jean-François Chiappe) et de l'extrême-droite (Romain Marie, François Brigneau) à l'égard de la question monarchique et de la Maison de France. Mais il est dommage que l'enquête ait été presque exclusivement réalisée auprès de représentants des diverses sensibilités traditionalistes - les déclarations de nos amis Philippe de Saint Robert et de Bertrand Fessard de Foucault, ou de royalistes non engagés, ne constituant qu'un très timide rééquilibrage. Les personnalités de gauche et d'extrême-gauche n'ont-elles rien à dire sur la monarchie ? Nous avons depuis dix-sept ans apporté de nombreuses preuves du contraire...

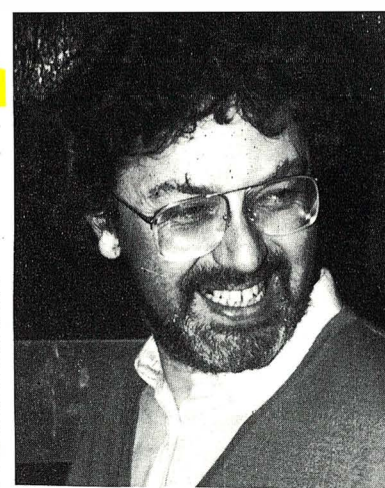
Quant aux commentaires de Pierre Pujo, ils se situent bien entendu dans la ligne maurrassienne, mais avec une modération qui mérite d'être saluée. Et si, comme notre propre enquête, celle d'Aspects de la France annonçait une évolution positive, qu'inspire-raient les déclarations du comte de Paris publiées en fin de volume ? C'est ce que nous voulons espérer.

Y.L.

Bicentenaire dans les livres :

Sieyès par J.-D. Bredin

Gérard Leclerc



Son nom ne brille pas dans l'histoire, celle des manuels et de l'imaginaire national à l'égal d'un Mirabeau ou d'un Robespierre. Il n'a pas la réputation sulfureuse des grands sanguinaires et ne sonne pas, de l'écho encore vibrant des tribunes d'assemblée. Il est pourtant l'un des acteurs essentiels de la Révolution, le plus important peut-être dans l'ordre de l'intelligence. L'abbé Sieyès, prêtre par accident, clerc administratif, fut d'abord le penseur du Tiers Etat auquel il appartient par sa naissance et dont l'ambition de promotion collective s'était identifiée à son ambition propre. Jean-Denis Bredin, son talentueux biographe, n'a donc pas tort de voir en ce personnage énigmatique « la clé de la Révolution française » et nous permet de saisir *in vivo* cette étonnante aventure en restituant Sieyès à ses origines provençales et à sa famille « sans fortune ». Le père, Honoré Sieyès, déjà avancé en âge à la naissance d'Emmanuel, le futur abbé, aspire à ce que son fils entre dans la cléricature pour y faire carrière au service de tous les siens. Profondément pieux, il n'agit pas par pur opportunisme. Le fils, en revanche, paraîtra toujours d'une indifférence totale à la foi chrétienne, ne suivant les cours de théologie du séminaire Saint-Sulpice que par convenance, sa vive intelligence ne trouvant intérêt que dans les passions du siècle, surtout sociales et politiques. Prêtre, il ne manifestera aucun souci sacerdotal. Il sera carriériste forcené auprès des évêques pour obtenir la situation matérielle qui restera d'ailleurs l'obsession de toute sa vie, pour lui et les siens.

Son portrait est difficile à composer, car il comporte plus d'ombres et d'inconnues que de lumières. L'abbé sera toujours secret - on ignore à peu près tout de sa vie privée, mais en a-t-il vraiment une ? - Au physique, ses contemporains ne le flattent guère, même si ses ennemis exagèrent sa laideur. Il ne brille que par la conversation et tous admirent sa vaste culture et son imagination. Ironique volontiers, ses mots cruels font mouche. Sa curiosité universelle le fait lire « *autant que ses yeux le permettent* » et écrire de son écriture bousculée « *sur le commerce, sur la richesse, sur la monnaie, sur l'esprit humain, sur la musique, sur les facultés de l'âme, sur la liberté de l'esprit...* »

Sieyès va naturellement se trouver au cœur de l'effervescence de la fin des années quatre-vingt. Il a la quarantaine et la pleine maturité de ses moyens. Lorsqu'il s'enferme à la campagne durant l'été 1788, il a toutes les coordonnées de la situation en tête pour frapper le grand coup infaillible que sera sa brochure *Qu'est-ce que le Tiers Etat ?* En quelques semaines il est célèbre. « *Le plan de cet écrit est assez simple. Nous avons trois questions à nous faire : 1/ Qu'est-ce que le Tiers Etat ? - Tout. 2/ Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique ? - Rien. 3/ Que demande-t-il ? A être quelque chose* ». Dans deux autres brochures publiées presque en même temps, il pourfend les privilèges et la société aristocratique dont il veut l'abolition. Pour lui, le problème n'est pas celui de la monarchie. Cette nuance est capitale pour comprendre la pensée de ce bâtisseur de constitution.

« *C'est une grande erreur de croire, écrit-il, que la France soit soumise à un régime monarchique. Otez de nos annales quelques années de Louis XI, de Richelieu, et quelques moments de Louis XIV, où l'on ne voit que despotisme tout pur, vous croirez lire l'histoire d'une aristocratie aulique. C'est la Cour qui a régné, non le monarque, c'est la Cour qui fait et défait, qui appelle et*

renvoie les ministres, qui crée et distribue les places. Le peuple s'est accoutumé à séparer dans ses murmures le monarque des moteurs du pouvoir ». Le caractère caricatural de ce jugement éclaire sur l'intérêt et les limites d'une pensée. Sieyès veut abattre les privilèges pour promouvoir le Tiers Etat. Il développe une argumentation sociale inspirée des physiocrates. C'est l'Economie qui déchoit les aristocrates de leur prétention en établissant une organisation rationnelle de la société. Les Etats Généraux devront donc déboucher sur une assemblée nationale formée par le Tiers. Mais ici commence la part la plus originale et la plus fondatrice de Sieyès autour du concept de représentation.

Le peuple ne peut parler et agir que par ses représentants. Tel est le principe premier. Il exclut dans l'esprit de Sieyès toute démocratie directe. Seule la délégation des citoyens permet le gouvernement par le personnel politique le plus apte. C'est l'origine de ce qu'on appelle aujourd'hui « classe politique ». C'est aussi l'antithèse de la volonté générale de Rousseau. Au fond Sieyès aura une postérité directe avec Benjamin Constant et les libéraux de la Restauration et de la Monarchie de Juillet. Il a déjà dans la tête le pouvoir des *capacités* dont Guizot sera le théoricien. Il est remarquable qu'il refuse le mot de démocratie et qu'il ne se pose pas en adversaire direct de la monarchie, car il perçoit nettement la nécessité d'une régulation supérieure de l'Etat.

Son projet, qui inspirera le Consulat, fait place à un Grand Electeur, représentant la majorité nationale au-dedans et au-dehors ; « *Elu à vie, sur la liste nationale, par le collège des Conservateurs, il aura pour mission de représenter l'unité, la dignité, la grandeur de la nation. Il recevra les ambassadeurs. Il signera certains traités. Mais cette « Puissance » ne pourra exercer par elle-même « aucune portion de l'autorité exécutive ». Le Grand Electeur n'aura aucun pouvoir effectif. Il n'aura même pas la signature des actes de gouvernement. En revanche, il nommera - et révoquera - les deux conseils, l'un pour l'extérieur, l'autre pour l'intérieur, qui seront les véritables « chefs de gouvernement »...* »

Tout cela est bien théorique mais témoigne d'une préoccupation arbitrale, celle que Benjamin Constant reprendra à son compte en imaginant un « *pouvoir préservateur ou neutre, indépendant du peuple comme du pouvoir exécutif* » destiné à « *défendre le gouvernement de la division des gouvernants et les gouvernés de l'oppression du gouvernement* ». Marcel Gauchet note que Constant, en se ralliant à la monarchie constitutionnelle avait reconnu dans le pouvoir royal cette puissance neutre chargée de veiller à la bonne marche du gouvernement représentatif.

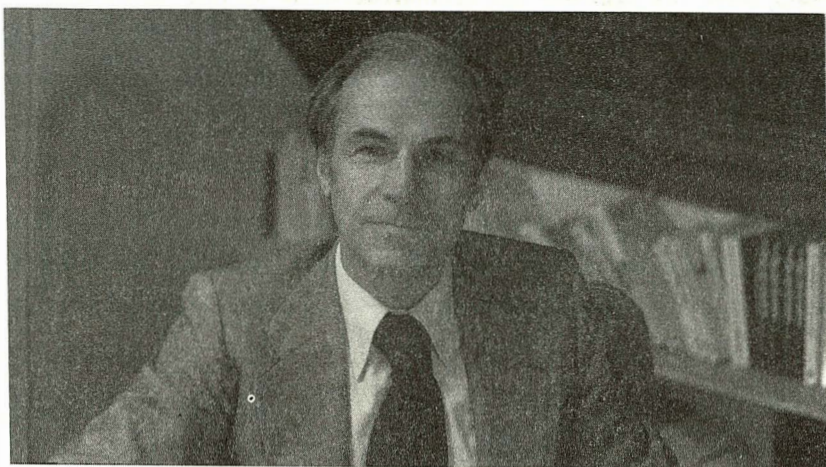
La biographie de Jean-Denis Bredin constitue ainsi, à travers le récit parallèle de la Révolution totale (car Sieyès l'a toute vécue et même au-delà) une leçon politique qui nous touche aujourd'hui encore. Car l'échec de la Révolution qui n'a jamais su vraiment mettre en place le régime représentatif, nous invite à prolonger la réflexion de son principal doctrinaire.

Gérard LECLERC

Jean-Denis Bredin, *Sieyès, la clé de la Révolution française*, Ed. de Fallois.
François Furet et Mona Ozouf, *Dictionnaire critique de la Révolution française*, Flammarion.

Etat modeste, Etat moderne

Décidément, l'Etat est un sujet à la mode qui nourrit une vaste littérature. Nous ne saurions nous en plaindre, nous qui plaçons cette question au centre de nos débats. Pourtant, force est de constater que les réflexions vraiment nouvelles sont plutôt rares.



Heureusement, il y a des livres comme celui de Michel Crozier. Avec son « Etat modeste, Etat moderne », l'auteur du « Phénomène bureaucratique » nous offre trois cents pages de pensée libre et de réflexion profonde. Ce n'est pas un de ces ouvrages à prétention savante, surchargé de notes abscones et où les citations se donnent comme démonstration, mais un essai clair et brillant comme on n'en lit plus guère. Pour Michel Crozier, la forme de l'Etat n'est pas en question, c'est son rôle qui doit être redéfini, de même que la fonction du politique. La mégalomanie de l'un justifia la mégalomanie de l'autre. Le politique se prétendit le définisseur des fins du social, l'Etat s'arrogeant la responsabilité de la mise en œuvre des moyens nécessaires à l'établissement de cette finalité. Or ce schéma, peut-être valide en son temps, heurte de plein fouet la réalité de notre modernité. Dans la société moderne, l'individu se veut libre de choisir ses fins et ne peut accepter de se voir dire

ce qu'il devrait être par une quelconque entité sociale s'affirmant supérieure. Cette liberté individuelle est la source de la complexité du social, une complexité que l'Etat, empêtré dans sa bureaucratie arrogante, ne peut assimiler.

Est-ce à dire que l'Etat devrait se retirer de tout comme l'exigent nos libéraux ? Non pas, répond Michel Crozier, qui en profite pour dénoncer l'archaïsme d'un certain libéralisme ; même complexe la société n'en exige pas moins régulation et toute intervention étatique n'est pas a priori négative. Mais l'Etat doit se faire modeste ; à l'idéologie de l'intérêt général, il doit substituer la notion de service. Comme le politique doit abandonner son rêve de façonner un homme nouveau, l'Etat doit savoir se contenter de servir une société ayant recouvré son autonomie.

Patrick PIERRAN.

Michel Crozier, *Etat modeste, Etat moderne*, Fayard. 316 p. - Prix franco 105 F.

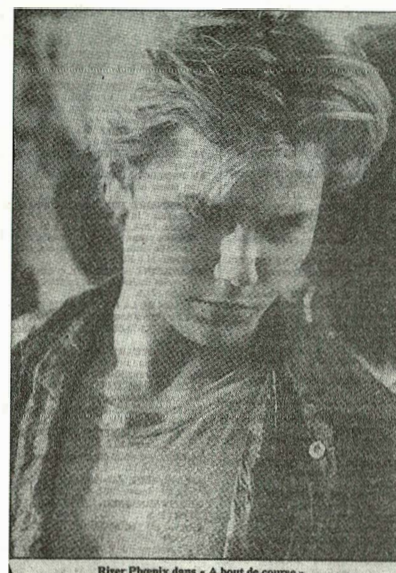
Familles, je ne vous hais point

Que sont les militants révolutionnaires américains des « sixties », devenus ?

On constate généralement que la majorité d'entre eux est rentrée dans le rang, et fait partie intégrante de la « middle class » ; d'autres sont, désormais, de brillants chefs d'entreprises capitalistes, ou bien, après avoir été hippies, sont aujourd'hui de performants « golden boys », avant de s'adapter, demain, à la prochaine mode. Les derniers (une infime minorité) sont restés fidèles à leurs idéaux de jeunesse et ont sombré dans l'illégalité, voire, parfois, le terrorisme.

C'est en partant de cette constatation que Sidney Lumet a écrit le scénario de « A bout de course ». Un homme et une femme, ex-militants de l'Armée de Libération sont poursuivis, par le FBI, pour avoir, en 1971, commis un attentat contre les locaux d'une usine de fabrication de bombes au Napalm. Les années ont passé, ils ont fondé une famille, ont eu deux enfants mais sont demeurés hors la loi. Les enfants ayant grandi, le problème se pose de leur l'avenir : va-t-il être volontairement compromis par leur parents, au nom de valeurs qui n'ont plus cours ? Ou bien ceux-ci accepteront-ils que leurs enfants vivent leur vie comme ils l'entendent ? Lumet, en remettant au goût du jour l'éternel conflit des générations, nous donne une grande leçon de tolérance.

Cependant, son propos n'est pas de faire de ce couple l'archétype des anciens combattants de la guerre déclarée à la société capitaliste par la génération du baby-boom, mais de se servir d'un phénomène de société pour raconter, à la manière des conteurs, une histoire. L'exercice est d'autant



■ River Phoenix dans « A bout de course ».

plus intéressant qu'il parvienne avec brio et avec le professionnalisme et le classicisme qui caractérisent les grands cinéastes américains à donner vie à ses personnages : certaines séquences (l'anniversaire de la mère notamment) ont une telle charge émotionnelle, qu'il faut remonter loin, dans le cinéma américain, pour en trouver l'équivalent.

La sortie consécutive de « Qui veut la peau de Roger Rabbit ? », de « L'ours » et de « Crocodile Dundee », trois films à grand spectacle, de qualité et d'intérêt très différents, font passer au second plan l'ensemble des films qui sont, actuellement, diffusés. Il serait, toutefois, dommage de rater « A bout de course », un film d'une facture classique, sur un sujet vieux comme le monde, mais rendu moderne, par le souci qu'a toujours eu Lumet de coller à l'actualité.

Nicolas PALUMBO

A nos lecteurs

Très durement touchés par la grève des PTT qui nous a paralysé pendant près d'un mois, nous prions nos abonnés de nous excuser pour les perturbations qui ont affecté l'expédition de notre journal.

Nous leur demandons, d'une part, d'être patients pour les réponses à leur courrier qui nous submerge maintenant et, d'autre part, de répondre sans tarder à nos appels pour les renouvellements d'abonnements. En effet, privés totalement de rentrées financières pendant un mois, notre situation de trésorerie est devenue catastrophique et il nous faut la rétablir sans tarder.

Nous vous remercions de votre compréhension et de l'aide que vous pourrez nous apporter pour surmonter ces moments difficiles.

PHOTOS

Des photos du comte de Paris, chef de la Maison de France, sont disponibles à notre service librairie. Elles existent en trois formats.

Tarif - Format 9x13: 10 F franco - Format 13x18: 28 F franco - Format 18x24: 60 F franco.

Egalement disponible (format 13x18) la photo officielle d'Amboise représentant le comte de Paris et ses deux petits-fils avec la signature des trois princes. Prix franco: 28 F.

COMTE DE CLERMONT

Le comte de Clermont, fils aîné du comte de Paris, publie une lettre d'information bimestrielle. Elle contient d'une part un éditorial où le Prince donne son point de vue sur les grands problèmes de notre temps, d'autre part des informations sur ses activités et les échos qu'elles ont trouvés dans les médias. Elle n'est diffusée que sur abonnement. Prix de l'abonnement pour six numéros 50 F (soutien 150 F - bienfaiteur 500 F). Les abonnements et le règlement correspondant doivent être adressés à l'ordre du CERFC, 38 rue Boileau, 75016 Paris.

Nous aider dans un moment difficile

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19h 45 - entrée gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

Mercredi 23 novembre - Ancien dirigeant du groupe gauchiste «Vive la révolution», **Roland CASTRO** est depuis longtemps aux côtés de François Mitterrand qui lui a confié la mission «Banlieue 89» lors de son premier septennat. Roland Castro est non seulement un spécialiste des questions d'urbanisme mais il développe des analyses politiques qui ne peuvent manquer de susciter un intéressant débat.

Mercredi 30 novembre - «La République du centre» qui vient de paraître, est un petit livre fort décapant qui analyse avec pertinence et quelque insolence parfois, nos évolutions politiques et sociales. **Pierre ROSANVALLON** l'un des co-auteurs de cet essai, viendra développer sa réflexion sur les ambiguïtés de la démocratie française et l'atonie du débat politique.

Mercredi 7 décembre - Bernard Tapie est un mythe, un système, un personnage pour le moins paradoxal dont **Jeanne VILLENEUVE**, grand reporter à «l'Evènement du jeudi», a voulu percer les secrets. De son enquête, résulte une «biographie sociologique» qu'elle viendra nous présenter.

NOUVEAUX LIVRES

Deux ouvrages récents sont disponibles à notre service librairie, sur lesquels nous attirons tout particulièrement votre attention.

«L'Europe des rois» de **Stéphane Bern** (voir Royaliste 499). Comment fonctionnent les monarchies européennes ? S'agit-il de «rois potiches» ? Les rapports entre la monarchie et la démocratie. Une étude dont tout royaliste pourra tirer des enseignements pour la France d'aujourd'hui. Prix promotionnel: 140 F franco.

«Le comte de Paris au Québec» de **Louis Dussault** (Royaliste 494). En deux cents pages, le compte-rendu complet de ce voyage marquant, les discours, les cérémonies. On y trouvera aussi en annexe le récit du voyage du premier comte de Paris en 1890. Illustré de dizaines de photos. Prix promotionnel: 70 F franco.

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription or «Royaliste». Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 70 F franco.

QUELQUES ADRESSES

Les délégations officielles de la N.A.R. qui suivent nous demandent de faire paraître à nouveau leur adresse. Si vous souhaitez prendre contact avec nos représentants départementaux, n'hésitez pas à leur écrire.

AISNE: M. Michel HOCQUET - 13, appartement 14, Place Jacques Prévert, 02000 LAON.
BOUCHES-DU-RHÔNE: Royaliste - B.P. 2103 - 13204 Marseille cedex 1.
CHER: N.A.R. - B.P. 2044 - 18026 Bourges cedex.
CORREZE: N.A.R. - B.P. 55 - 19300 Egletons.
COTES-DU-NORD: N.A.R. - B.P. 2536 - 35025 Rennes cedex.
EURE: N.A.R. - B.P. 586 - 76006 Rouen cedex.
ILLE-ET-VILAINE: N.A.R. - B.P. 2536 - 35025 Rennes cedex.
INDRE-ET-LOIRE: N.A.R. - B.P. 2141 - 49021 Angers cedex.
LOIRE-ATLANTIQUE: N.A.R. - B.P. 203 - 44007 Nantes cedex 01.
MAINE-ET-LOIRE: N.A.R. - B.P. 253 - 49002 Angers cedex.
MANCHE: M. Claude BOISSIN - 5 Rue des Courtilles - 50100 Coutances.
MARNE: M. Jean-Louis LANCHERS - 6 Av. Eisenhower - 51100 Reims.
MAYENNE: N.A.R. - B.P. 2141 - 49021 Angers cedex.
MORBIHAN: N.A.R. - B.P. 2536 - 35025 Rennes cedex.
MOSELLE: N.A.R. - B.P. 322 - 57010 Metz cedex.
PYRENEES ATLANTIQUES: ROYALISTE - B.P. 436 - 64004 Pau cedex.
SARTHE: N.A.R. - B.P. 2141 - 49021 Angers cedex.
SEINE-MARITIME: N.A.R. - B.P. 586 - 76006 Rouen cedex.
PARIS et région parisienne: N.A.R. - 17 rue des Petits-Champs - 75001 Paris.

Demande de documentation

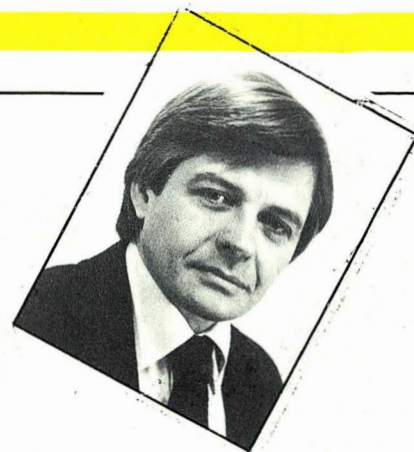
Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom: _____
Prénom: _____
Date de naissance: _____ Profession: _____
Adresse: _____

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à:

«Royaliste», 17, rue des Petits-champs, 75001 Paris

État d'urgence



Nous voici, depuis octobre, dans une situation insaisissable, imprévisible, crispante, faite de conflits qui éclatent, couvent, se déplacent et renaissent, partiels mais perturbant l'activité de certaines grandes villes ou du pays tout entier. Comme beaucoup d'entreprises, notre journal et notre mouvement sont sévèrement touchés: journaux, invitations et circulaires qui n'arrivent pas, lettres et chèques dont nous sommes privés depuis bientôt quatre semaines...

En de tels cas, la tentation est forte de désigner les grévistes à la vindicte publique, ou de voir dans les désordres l'effet d'un complot. Ainsi François Périgot, président du CNPF, dénonce une volonté délibérée de «sabotage» de l'économie française. N'exagérons rien. Trop faible pour une si vaste entreprise, la CGT ici visée se contente d'entretenir des conflits qui ne sont pas sans motifs sérieux. Quant aux trotskystes, ils ont comme toujours bon dos. Dans la coordination des infirmières, comme naguère dans celles des étudiants et des roulants de la SNCF, ces militants acharnés agissent comme des «prestataires de services», incapables par eux-mêmes de déclencher de vastes mouvements. Acteurs mineurs mais efficaces de certains conflits sociaux, ils servent surtout à innocenter les gouvernements de droite, ce qui est banal, mais aussi certains ministres de gauche, ce qui l'est moins.

Sous peine de graves déconvenues, on ne saurait rechercher plus longtemps les causes du malaise social dans la volonté de nuire, même si elle est manifeste à la CGT, ou dans les surenchères de l'extrême-gauche. La raison principale des grèves est toute simple. Comme tout le monde, les salariés du secteur public lisent les journaux et regardent leur compte en banque. Ils ont appris que le taux de croissance atteindrait 3,8% cette année, ils savent que les profits des entreprises ont considérablement augmenté, de même que les recettes fiscales de l'Etat. Et même s'ils sont indifférents à la macro-économie, ils connaissent le montant des salaires inouïs versés à certaines personnalités du secteur public, et ont entendu parler des batailles qui opposent les groupes capitalistes, en vue desquelles des

sommes colossales sont mobilisées.

Dans le même temps, la politique de rigueur salariale continue de peser, et si l'augmentation des prix est aujourd'hui modérée, les salariés modestes voient se renchérir les produits qu'ils achètent avec les crédits très chers que les établissements financiers proposent à grand renfort de publicité. Des salaires médiocres, un endettement croissant (il a doublé entre 1983 et 1986), des conditions de travail dégradées: voilà qui contraste singulièrement avec l'aisance de l'Etat, la richesse des grands groupes privés, les privilèges financiers de quelques particuliers. Outre les raisons générales que je soulignais il y a quelques mois, il y a là des motifs précis et immédiats de se révolter, et on comprend que le président de la République ait souligné à diverses reprises la légitimité des diverses revendications exprimées.

Face à cette situation, l'attitude du gouvernement est déconcertante. Epris de réalisme, il n'a pas vu grandir la contradiction majeure entre la bonne santé financière et le maintien d'une politique de rigueur salariale. Expert auto-proclamé de la «société civile», il n'a pas perçu sa révolte latente. Soucieux de bonne gestion, il ne parvient pas à dominer de très classiques conflits. Faute de pouvoir s'en tenir à sa rigidité première, il ne cesse depuis un mois de concéder au coup par coup, avouant ainsi une faiblesse qui suscite de nouvelles revendications. Erreurs de manœuvre dans les négociations, fautes psychologiques à l'égard des grévistes, improvisation face à des conflits prévisibles: le gouvernement se comporte comme s'il voulait attirer les coups.

PROJET

«**L**e» gouvernement? Bien entendu, tous ses membres n'ont pas démérité, et son bilan n'est pas totalement négatif: vote du revenu minimum, impôt sur la fortune, accent mis par le Premier ministre sur la souveraineté nationale, juste dénonciation de l'appauvrissement de l'Etat sont autant de points dont il faut se féliciter. Ni cynique, ni incompetent, ce gouvernement déçoit souvent, et s'empêtre. Pourquoi?

Sans doute en raison d'une erreur initiale, qui fut de préférer une gestion économique et sociale au jour le jour à la définition d'un véritable projet. Entre un «programme» porteur d'une espérance de changement radical, et la fausse sécurité du «pragmatisme», il y a pourtant place pour la définition d'une perspective d'ensemble. Le gouvernement ne l'a pas explicitement tracée, soit par conviction, soit parce qu'il souffre, depuis 1983, d'une sorte de complexe à l'égard des visées ambitieuses. Mais quand un pays ne connaît pas le chemin qu'il doit suivre, et se demande si le gouvernement sait où il se trouve, il n'est pas surprenant que certains prennent des avantages immédiats, selon l'occasion qui se présente et la pression qu'ils sont en mesure d'exercer. Rompant avec la fausse facilité de la gestion à court terme, l'existence d'un projet économique et social aurait permis d'anticiper le mouvement revendicatif et d'éviter qu'il ne se radicalise, en désignant clairement la nature des contraintes et le champ du possible.

A l'urgence d'une politique sociale d'ensemble, il faut en effet ajouter la mise en œuvre d'une autre politique économique. Il est tout de même violent qu'un gouvernement socialiste donne autant de gages à la très néfaste «orthodoxie» libérale, en donnant pour seule perspective le «maintien des grands équilibres». Or il s'agit seulement d'équilibres financiers, qui provoquent d'insupportables déséquilibres sociaux, et des déséquilibres économiques désastreux. La dégradation rapide de nos échanges industriels avec l'extérieur (+ 97 milliards en 1984, - 10,3 milliards en 1987) est à cet égard un signe d'autant plus inquiétant que le «marché unique», hier mythifié, et depuis peu regardé avec une inquiétude justifiée, se traduira par une concurrence accrue entre grands pays industriels.

A la morale pernicieuse de l'austérité, si profitable aux jeux spéculatifs et à la politique de puissance des groupes financiers, il faut très vite préférer une politique économique, fondée sur des choix industriels à long terme. Nous avons perdu trop de temps.

Bertrand RENOUVIN